

Produire ses propres semences

Rencontre avec Samba Kâ, secrétaire général de l'Union des Producteurs Horticoles du département de Bakel (UPHORBAK)

Les semences deviennent de plus en plus un enjeu majeur pour l'agriculture partout dans le monde. La production et le développement des semences par les paysans et leurs organisations leur permettent de disposer des semences en qualités et quantités adaptées à leurs besoins.

Programme de production de semences

L'objectif du programme est de parvenir à l'autosuffisance en semences, et donc de ne plus dépendre des firmes agro-alimentaires. Les premières expériences menées avec la production de semences d'oignons et de piments se sont toutefois heurtées à plusieurs difficultés.

Pour l'oignon, il a été difficile de trouver des paysans qui étaient d'accord de produire uniquement des semences. Ils préféraient vendre l'oignon pour avoir de l'argent rapidement. Au final, il n'y a eu que deux kilos de semences vendues en 2010. En ce qui concerne le piment, 17 producteurs ont acheté des semences.

La commercialisation des semences auprès des producteurs de la zone a été difficile. Les gens croient à l'emballage et préfèrent acheter les boîtes de semences de Tropicasem, même si elles coûtent plus cher (750 FCFA le gramme (1.50 CHF), contre 600 FCFA pour la semence locale en 2010). L'UPHORBAK a cependant la possibilité de racheter les invendus.

«Sociologiquement, les gens n'ont pas été préparés, analyse Samba Kâ, secrétaire général de l'UPHORBAK. Il aurait fallu leur faire comprendre que les semences produites aux Etats-Unis ou en

France ne sont pas adaptées à notre zone, et qu'il est possible ici de cultiver ses propres semences. Ce qu'il faut, c'est un divorce avec les anciennes pratiques amenées par l'Etat et les privés.»

Notre ami journaliste **Michaël Rodriguez** a fait plusieurs voyages dans la région de nos projets. Voici encore un de ses témoignages.



L'équipe dirigeante de l'UPHORBAK

Quelle est la stratégie de l'UPHORBAK pour surmonter cet obstacle? Samba Kâ insiste sur la nécessité de sensibiliser les producteurs. «Pour convaincre, il ne faut pas tout de suite sauter sur le marché extérieur, mais travailler d'abord avec l'entourage. Les gens ont vu que je cultivais mes propres semences. Il faut que nous soyons plusieurs à donner l'exemple. Nous n'avons pas assez de relais sur place, nous nous sommes appuyés sur les paysans.»

L'Union prévoit-elle de mener des actions d'information et de formation sur le terrain? Difficile d'avoir une réponse précise. «Dans la zone de la Falémé, il y a deux ou trois personnes qui pourraient être des producteurs de semences d'oignons. Nous allons ensuite démarcher les autres cultivateurs pour les inciter à acheter ces semences», esquisse Samba Kâ.

Organisation des filières de l'oignon et du piment

La filière de l'oignon est reconnue et régulée par l'Etat sénégalais depuis cinq ans environ. Les prix sont fixés par l'Etat au niveau national; sur cette base, l'UPHORBAK négocie avec les grossistes locaux. L'autorité de régulation intervient si les prix sont trop élevés ou trop bas. En 2010, le prix du kilo d'oignon acheté bord champ dans la zone de Bakel oscillait entre 140 (-.30 CHF) et 180 FCFA.

Tant que la production locale n'est pas écoulee, les importations d'oignons sont interdites. Il est arrivé

que la gendarmerie force des camions à repartir. Les importateurs qui parviennent malgré tout à entrer dans la zone doivent se plier aux prix du marché.

Ce dispositif est le fruit d'un accord entre les producteurs, le Service du commerce et l'Agence de régulation des marchés locaux. Les producteurs ont en outre conclu un accord entre eux pour s'engager à ne pas «envahir» leurs zones de diffusion respectives. Selon Samba Kâ, le soutien des Jardins de Cocagne a permis à l'UPHORBAK de faire entendre la voix des producteurs, qui n'étaient jusque là guère écoutés, en particulier par l'Etat.

L'UPHORBAK a été créée en 1998 pour favoriser l'organisation des producteurs du département de Bakel

Les activités de l'Union sont aujourd'hui organisées autour de ces services qui sont :

- un encadrement rapproché : appui / conseil technique aux paysans,
- l'approvisionnement en intrants : organisation d'achats groupés en intrants agricoles et gestion d'un magasin de pièces de rechange de motopompes,
- la commercialisation de la production des membres : information des producteurs sur les cours des légumes et fruits dans les marchés, recherche de marchés et négociation avec les commerçants,
- le développement de compétences : amélioration des savoirs et savoir-faire.

L'Union est autonome, elle se finance par ses services, comme les travaux de champs et de transport par le tracteur financé par la FGC / Jardins de Cocagne et la FGC.

Contrairement à celle de l'oignon, la filière du piment est très peu cadrée. «Cela n'a pas marché, parce que nous travaillons avec les «bana-bana» (petits commerçants), explique Samba Kâ. Nous devons négocier avec eux le prix du jour, et ils sont plus organisés que nous. Quand la production est faible, tout le monde joue le jeu. Mais dès qu'elle devient importante, les producteurs ont des problèmes pour se comprendre et se trouvent obligés de brader la marchandise». Fin octobre 2010, le kilo de piment se vendait à 1500 FCFA. Samba Kâ s'attendait à ce qu'il chute à 200-300 FCFA quelques semaines plus tard.

Nos semences et notre savoir sont cruciaux pour notre survie

Les nouvelles de La Via Campesina Africa, (Harare, Zimbabwe, le 13 novembre 2013)

La diversité des semences, que les paysans et les paysannes ont mis des siècles à créer, est en danger de disparition; la diversité des semences restante est de plus en plus menacée par les grandes compagnies internationales, venant pour la plupart du secteur de la chimie agricole. En Afrique, des forces différentes convergent pour accaparer les semences paysannes et saper leur diversité ainsi que les connaissances et les pratiques qui y sont associées.

Au Centre de Permaculture de Fambidzanai, situé à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Harare au Zimbabwe dans une zone riche en biodiversité, des paysans africains se sont rassemblés du 12 au

14 novembre afin de discuter et d'échanger des informations sur les valeurs de leurs semences traditionnelles, car ils pensent qu'elles doivent être défendues. Nombre de participants ont souligné que les savoirs, les pratiques et les semences paysannes ne sont ni obsolètes ni archaïques.

« Le paysan est un scientifique. La somme et la qualité des savoirs, développés et pratiqués depuis des siècles, sont extrêmement utiles et appropriées », a dit Maxwell Munetsi, un paysan du groupe du nord du Forum des paysans en agro-écologie du Zimbabwe (ZIMSOFF).

Henk Hobbelink de GRAIN (GRAIN est une petite organisation internationale qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité) a expliqué que nous sommes confrontés à une propagande stratégique idéologique poussée par des agences de développement, des compagnies multinationales et de plus en plus de gouvernements, qui tente de changer la façon de penser des paysans et de les convaincre qu'ils mènent une existence arriérée.

« Ils ont réussi à convaincre de nombreux gouvernements que l'agriculture industrielle représente l'avenir et qu'ils doivent accepter la nouvelle législation sur les semences et cet accaparement des semences », a expliqué Hobbelink.

En ce premier jour de réunion, les paysans et les paysannes sont arrivés à la conclusion que sans leurs semences locales, ils perdent leur autonomie et ne peuvent survivre. Une fois que les compagnies internationales prennent le contrôle des systèmes locaux de semences, les paysans africains vont perdre leur vie. « Les semences paysannes se reproduisent librement, tout comme la vie. Elles ne sont pas des marchandises qui se vendent. Elles existent pour donner la vie. Par contre, les semences industrielles n'ont pas de vie », a expliqué Guy Kastler, paysan en France.

Des initiatives telles qu'AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique de Rockefeller et Bill Gates), et l'Alliance du G8 entre autres s'efforcent d'intégrer les paysans dans un modèle agroindustriel capitaliste. Leur vision est d'une agriculture paysanne industrialisée.

Un moment crucial pour renforcer la lutte

Nous sommes à un moment crucial pour renforcer notre lutte. La pression doit venir principalement de la base aussi bien que du niveau national et mondial. « Les paysans, et pas seulement les



ONG, doivent élever leur voix et faire pression sur les gouvernements et les institutions internationales pour y mettre fin », a dit Mariam Mayet du Centre Africain pour la Biosécurité, en Afrique du Sud, invitée au séminaire.

Si rien n'est fait, les paysans et les paysannes africains auront de plus en plus de mal à cultiver et à échanger leurs semences dans la légalité.

Selon Elizabeth Mpofu, Présidente du ZIMSOFF et Coordinatrice générale de La Via Campesina, cette réunion sur les semences africaines est importante parce qu'elle contribue à renforcer la Campagne mondiale sur les semences menée par La Via Campesina.



Conférences et foire aux semences en 2006 à Kayes, Mali



Interventions dans les écoles genevoises

L'équipe de « Jardins de Cocagne - Solidarité Sud » a préparé divers documents présentant notre travail et notre engagement dans les communautés paysannes du Sénégal oriental.

Nous sommes prêts à rencontrer des classes ou des groupes d'enseignants pour diffuser des informations, expliquer certains thèmes comme la souveraineté alimentaire ou les besoins des agriculteurs africains, comme les revendications des agriculteurs suisses.

Nous disposons pour cela de photographies (et d'une série type photolangage) d'interviews et d'articles concernant les villages africains que nous connaissons et de l'exposition « 3 milliards de paysans nourrissent le monde ».

Nous disposons aussi d'un questionnaire ciblé pour suivre au mieux cette exposition et d'un lexique explicatif.

Pour tout renseignement vous pouvez contacter :

- Annette Zimmermann zima@bluewin.ch
- Pierrette Gaudin pierrette.gaudin@bluewin.ch

Soutenir le travail des Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud

- Devenir membre de soutien
- Faire un don pour un projet ou le travail de Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud, **demandez un BV ou utilisez le CCP ci-dessous**
- Participer aux activités des Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud
- Diffuser notre bulletin

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____

E-mail : _____

Tél.: _____

Les Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud

66 ch. des Plantées
1285 Sézegnin-Athenaz

www.cocagne.ch - solisud@cocagne.ch
CCP 30-175347-2

Membre de la
Fédération
genevoise de
Coopération
(FGC)

**FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION**